



CCI FRANCE  
MADAGASCAR

Réunir pour mieux réussir

# L'ÉCO

## de la semaine

---

05 au 11 Octobre 2024

# SOMMAIRE

Cuisson propre - Des alternatives au bois de chauffage.....	2
Agroécologie : Levier du développement socioéconomique dans la région Anosy.....	2
Coopération : Trois pays partenaires au ministère de l'Industrialisation et du Commerce.....	3
Consommation : Hausse du prix pour le riz importé.....	4
Nomination - Daniel Lefebvre atterrit chez Ravalala Airports.....	4
Infrastructures routières - La circulation sur la RN2 s'améliore.....	5
Salon de la créativité Voatra : la 11 <sup>e</sup> édition couronnée de succès.....	5
Bilan positif pour le programme Afafi Nord : un appui décisif à l'agriculture et aux communautés rurales.....	5
Lutte contre la pollution : réduire l'usage de véhicules motorisés.....	6
Relations internationales - La COI mise sur orbite.....	7
Région diana - Des fruits malgaches à la conquête de l'Europe.....	9
Filière chocolat : La « colonne sans fin » de Brancusi à exposer en France et en Suisse.....	10
Coopération : Une aide budgétaire française en vue.....	11
Madagascar – Grande-Bretagne : deux siècles de coopération fructueuse.....	12
Commerce - AFOA - Madagascar pour un partenariat renforcé avec l'UE.....	12
Filière ylang-ylang : Dotation de 32 alambics améliorés aux producteurs de Nosy-Be.....	13
Importation de riz : débarquement de 11.000 tonnes.....	13
Impôts : les contribuables doivent mettre à jour leurs coordonnées.....	14
Filière vanille : défendre l'intérêt des producteurs.....	14
« BUSINESS READY » - Madagascar en mauvaise posture.....	15
Secteur de l'automobile : CFAO Mobility lance la BYD ATTO 3, un véhicule 100% électrique.....	15
Inclusion financière : La PAMF introduit le « digital Era ».....	16
Agroécologie : des techniques novatrices contre la sécheresse.....	16
Journée mondiale de la Poste : la Paositra Malagasy célèbre l'évolution continue du secteur postal.....	16
Coupures d'électricité : les petites entreprises en souffrance.....	17
DAB SG Madagascar : disponibles pour des retraits Orange Money.....	18

## Cuisson propre - Des alternatives au bois de chauffage

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 05 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**95% des Malgaches ont encore tendance à utiliser le charbon et le bois de chauffage pour leur cuisson. Des moyens de cuisson nocifs pour la santé et pour l'environnement, mais quelles alternatives, moins chères, peuvent les remplacer ?**

Il ne faut pas chercher bien loin. Le gaz, l'électricité, ou encore les pépinières qui produisent du bois-énergie peuvent servir d'alternatives propres pour la cuisson. Il s'agit de solutions pérennes qui prennent en compte la question environnementale et sanitaire. Du moins, sur le papier.



La majorité des ménages, surtout dans les grandes villes, est consciente des implications de l'utilisation du charbon de bois comme moyen de cuisson. Mais les autres alternatives, comme la résistance, coûtent encore cher, et beaucoup ne peuvent pas se le permettre.

Hier, les responsables publics, avec les partenaires techniques et financiers comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), se sont réunis à Ivato pour lancer l'élaboration de la lettre de politique nationale pour le développement de la cuisson propre. « Il y a déjà plusieurs pays qui se sont lancés dans la recherche de solutions pour promouvoir la cuisson propre. Actuellement, ce sont le bois et le charbon qui sont principalement utilisés pour cuire la nourriture chez plus de 95% des Malgaches. Il y a néanmoins des alternatives pour réellement passer à la transition énergétique et

ainsi limiter l'exploitation des ressources issues de la biomasse », confie Jean Baptiste Olivier, ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures.

### Impératif

L'enjeu n'est pas de remplacer drastiquement les moyens de cuisson utilisés depuis longtemps. Il faut surtout scruter le phénomène à la loupe. Raisons sociales, économiques et même culturelles peuvent conduire les Malgaches à exploiter le bois de chauffage. « Cela dépend surtout de l'environnement dans lequel les gens évoluent. Le contexte n'est pas le même chez un paysan ou un habitant près des zones où il y a principalement du bois, et un citadin », expose un sociologue qui s'est penché de près sur ce sujet.

Tous s'accordent néanmoins sur le fait qu'il est impératif de passer à la cuisson propre, pour des raisons plus qu'évidentes. Les forêts s'effritent à vue d'œil. La couverture forestière de l'île est passée, en l'espace de seulement cinq ans (entre 2005 et 2010), de 9,4 à 9,2 millions d'hectares. Le taux de déforestation à Madagascar figure parmi les plus élevés, et 20% de ce fléau est causé par l'utilisation de combustibles issus de la biomasse. Une problématique qui nécessite des solutions concrètes selon Max Andonirina Fontaine, ministre de l'Environnement et du Développement durable. « Nous ne protégeons pas seulement l'environnement pour le reverdir, il représente aussi un écrin pour la population qu'il faut préserver à tout prix. C'est la raison pour laquelle nous nous efforçons de vulgariser la cuisson propre. Si nous pouvons fournir des initiatives adéquates, la déforestation diminuera à vue d'œil », estime le membre du gouvernement.

Les solutions sont déjà sous les yeux de tout le monde.

## Agroécologie : Levier du développement socioéconomique dans la région Anosy

ANTSIA R. | 05 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

**Malgré les conditions climatiques difficiles, les paysans du Sud ont réussi à adapter leurs activités agricoles, pour accroître la production. Leurs associations évoquent une amélioration de leur qualité de vie, depuis l'adoption de ces pratiques innovantes.**

Solomanana Hary, président d'une association de 32 paysans à Ambovombe, dans la région Anosy, témoigne des changements qu'ils ont expérimentés grâce à l'agriculture agroécologique. « Nous avons appris des techniques agricoles à travers des formations octroyées par AFAFI Sud. Ces techniques nous ont permis de développer nos activités. On n'est plus contraints de vendre nos zébus pour survivre. Ce soutien nous a aidés à subvenir aux besoins de nos familles et à envoyer nos enfants à

l'école », a-t-il indiqué. À noter que ce programme, déployé dans les régions Anosy, Androy et Atsimo Atsinanana, vise à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables en soutenant l'agriculture durable. Ce programme s'inscrit dans une vision plus large de la coopération entre l'Union européenne et Madagascar, axée sur la promotion de la sécurité alimentaire, l'augmentation des revenus des paysans, et le renforcement des initiatives communautaires.

Transformations. Dans la même localité à Ambovombe, Clarisse, une mère de famille s'est spécialisée dans la production de semences et de grains secs, depuis cinq ans. Également bénéficiaire du programme AFAFI Sud, elle a désormais une vision plus optimiste de son avenir et de celui de ses enfants. « Cette activité n'a pas seulement amélioré notre revenu, mais également notre nutrition. Tout le monde sait que la malnutrition est un problème assez sérieux dans notre région, mais aujourd'hui, nous pouvons compter sur nos propres productions », a-t-elle indiqué. En effet, AFAFI Sud a contribué de manière significative au développement du secteur agricole dans le

Sud du pays. Parmi les réalisations, 10 périmètres hydro agricoles ont été aménagés, un barrage a été construit à Ianabinda, et 33 forages ont été réceptionnés pour améliorer l'accès à l'eau potable. En parallèle, huit magasins de stockage ont été installés, renforçant la capacité des agriculteurs à conserver leurs récoltes. L'initiative a également permis la production de 250 tonnes de semences par 659 agriculteurs, diversifiant ainsi les cultures et garantissant l'autosuffisance des producteurs locaux. Le reboisement de 868 hectares et la distribution de 6 652 foyers améliorés témoignent d'une approche durable et soucieuse de l'environnement.

## Coopération : Trois pays partenaires au ministère de l'Industrialisation et du Commerce

R.EDMOND. | 05 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

**Audience marathon pour le ministre de l'Industrialisation et du Commerce cette semaine. David Ralambofiringa a reçu respectivement les ambassadeurs de Corée du Sud, d'Allemagne et de France.**

Une occasion d'évoquer le renforcement de la coopération de Madagascar avec ces pays partenaires dans le domaine des investissements directs étrangers et de l'industrialisation.

Efficiente et efficace. Durant sa rencontre avec l'ambassadrice de Corée Park Ji Hyun, le ministre David Ralambofiringa a notamment discuté de l'importance de l'appui à apporter aux opérateurs économiques malgaches dans le développement industriel concernant particulièrement les secteurs porteurs comme la sucrerie, la cimenterie ou encore la minoterie... C'est dans cette perspective d'ailleurs que ce département-clé de l'économie redouble actuellement d'efforts pour rendre encore plus efficient et plus efficace, le programme One District One Factory (ODOF). Des actions sont en cours pour une meilleure opérationnalisation des petites unités industrielles mises en place dans le cadre de l'ODOF. Le ministre a également sollicité l'expertise coréenne pour renforcer le tissu industriel de Madagascar. L'ambassadrice coréenne a, quant à elle, réitéré la volonté de son gouvernement de réaliser les engagements de coopération et d'appui exprimés lors du sommet Corée – Afrique qui s'est tenu à Séoul en juin dernier. À cet effet, des réunions de travail entre les techniciens coréens et du MIC sont prévues incessamment.

Vision. Le tout nouvel ambassadeur d'Allemagne à Madagascar Oliver Koerich a, quant à lui, évoqué avec le ministre David Ralambofiringa les pistes pour une coopération renforcée et diversifiée et surtout axée sur la vision du gouvernement malgache en matière de développement industriel et de commerce. Et ce, dans la

perspective de donner au pays la possibilité de produire sur place les produits de première nécessité. Les grandes unités industrielles mais également les petites industries seront ainsi développées pour atteindre cet objectif d'autosuffisance. David Ralambofiringa a également parlé des mesures prises par les autorités nationales pour améliorer l'environnement des affaires et faire profiter au secteur privé malgache les avantages de la coopération régionale. Troisième diplomate à avoir été reçu cette semaine, par le ministre David Ralambofiringa, l'ambassadeur de France Arnaud Guillois, qui a évoqué les relations historiques entre Madagascar et la France.



Une occasion également pour le ministre de faire part du rôle important joué par son département dans la réalisation des directives du président de la République dans le processus d'industrialisation de Madagascar. La France, on le sait, figure dans le peloton de tête des principaux partenaires de Madagascar.

## Consommation : Hausse du prix pour le riz importé

JEAN RIANA | 05 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Après la hausse des prix des légumes, le prix du riz importé a également grimpé en flèche ces derniers temps. Une hausse plus ou moins prévisible en tout cas, avec la dévalorisation de l'ariary.

Depuis peu, le prix du riz importé affiché au niveau des épiceries, est de l'ordre de 3.800 ariary le kilo actuellement, contre 3.300 ariary un mois auparavant, soit une hausse de 15,15%. Comme la production rizicole du pays demeure encore insuffisante, la Grande île continue toujours d'importer une grande quantité de cette denrée alimentaire vitale pour sa population, pour pallier le manque. Encore faut-il souligner que la Grande île importe aussi d'autres produits de première nécessité (PPN) pour mieux gérer

ses activités économiques. En témoigne le dernier rapport de la (DGD) sur les importations malgaches, entre janvier et août 2024.

Selon le rapport de la Direction générale des Douanes (DGD), Madagascar a importé 2,358 millions de tonnes de matières premières, pour une valeur totale de 3.407,9 milliards d'ariary. Les chiffres indiquent que les matières premières représentent la principale catégorie d'importations en termes de volume et de valeur. La hausse du prix du riz importé s'avère être un mal pour un bien car ainsi, les citoyens malgaches pourront se tourner vers les produits locaux qui sont moins chers.

## Nomination - Daniel Lefebvre atterrit chez Ravinala Airports

ERIC RANJALAHY | 07 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**D**aniel Lefebvre a été nommé directeur général de Ravinala Airports, succédant à Julien Coffinier. Fort de son expérience, il a pour mission de renforcer la position de Ravinala Airports.

Une nouvelle figure à la tête de Ravinala Airports. Daniel Lefebvre vient de prendre la place du directeur général, occupée depuis 2020 par Julien Coffinier, arrivé en pleine crise sanitaire, marquée par la fermeture des frontières aériennes et par le confinement généralisé. Le consortium qui gère les aéroports internationaux d'Ivato et de Nosy Be a publié un communiqué dans ce sens : « Nous avons le plaisir de vous annoncer que Daniel Lefebvre prend les rênes de Ravinala Airports », indique la société. Celui-ci succède à Julien Coffinier à ce poste.



Daniel Lefebvre peut faire valoir une longue expérience dans ce domaine. Avant cette nouvelle nomination, il était à la tête d'Aerco depuis juillet 2019. Il a aussi été directeur général de l'aéroport de Libreville de 2017 à 2018. Les actionnaires ont pris cette option pour que Ravinala Airports franchisse d'autres paliers et devienne un acteur aéroportuaire majeur dans la région de l'océan Indien.

### Réduction

Par l'intransigeance du président de la République Andry Rajoelina, un avenant au contrat de concession initial a été signé le 15 décembre à Iavoloha, entre Julien Coffinier et Rindra Hasimbelo Rabarinarison. La présidence s'est

réjouie des résultats obtenus. « Grâce à des échanges francs et constructifs, les deux parties se sont accordées sur le principe d'une réduction de la durée de concession dès l'atteinte des objectifs financiers. Au lieu des 28 ans du contrat initial conclu avec le précédent régime, des compromis ont également été faits pour : un abandon de créances au profit de notre compagnie aérienne nationale ; une réduction de 50% des redevances de stationnement des aéronefs d'Air Madagascar ; une augmentation de la redevance fixe de concession, qui passe de 3 millions d'euros à 4 millions d'euros. Par ailleurs, le coût de la location des espaces et locaux techniques occupés par Air Madagascar, revu à la hausse dans le contrat, est finalement maintenu au tarif initial. Sofitrans, société de catering et restauration, rentrera également actionnaire dans la gestion du Duty Free, ce qui est la raison d'être même du groupe. Dans l'intérêt des passagers et pour rendre la destination de Madagascar plus attractive, les billets d'avion doivent être compétitifs. Ainsi, la Redevance de Développement des Infrastructures Aéroportuaires (RDIA), un point crucial de ce projet, a également fait l'objet d'optimisation à la baisse », indique-t-elle.

Le lendemain, « la mise en service et non l'inauguration » de l'aéroport international d'Ivato flambant neuf a eu lieu. C'est dans ce contexte à ne pas oublier que Daniel Lefebvre va s'atteler à ses nouvelles fonctions.



## Infrastructures routières - La circulation sur la RN2 s'améliore

MIANGALY RALITERA | 07 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Lueur d'espoir pour les usagers de la Route nationale 2. La circulation sur cette route s'améliore. « Les points noirs sur la RN2 ont été scarifiés. C'est la raison pour laquelle nous n'observons plus d'embouteillages monstres sur cet axe, ces derniers temps », a déclaré le Syndicat des conducteurs professionnels de Madagascar (SCPM), présidé par Joelson Gabriel Rakotoarisoa, hier.

Le ministère des Travaux publics a donné des instructions à l'entreprise en charge de la réhabilitation de cette route d'améliorer la circulation. « Le bitumage ne va pas commencer tout de suite. La préparation des travaux prend un peu de temps. En attendant, nous avons réorganisé la circulation sur les tronçons difficiles d'accès pour les poids lourds », a indiqué Richard Théodore Rafidison, ministre des Travaux publics, lors d'une descente sur la route entre Toamasina et Antananarivo, ce week-end. Les chaussées de la RN2 étaient dans un piteux état. Les nids de poule se sont transformés en trous béants. Ces chaussées, gravillonneuses et poussiéreuses, étaient

glissantes, ce qui provoquait fréquemment des accidents ou des pannes de camions, paralysant ainsi totalement la circulation.



Les camionneurs soulignent qu'il y a encore des portions de route dangereuses qu'il faut scarifier sur cet axe.

## Salon de la créativité Voatra : la 11<sup>e</sup> édition couronnée de succès

JEAN RIANA | 07 OCTOBRE | LES NOUVELLES

**L**a 11<sup>e</sup> édition du salon de la créativité Voatra, clôturée samedi dernier, a été un véritable succès. Les participants et les organisateurs se félicitent de l'engouement suscité par cet événement. Ledit salon a pleinement atteint son objectif : catalyser l'innovation et la créativité pour accroître la compétitivité.

« La satisfaction était au rendez-vous », a affirmé Maholy Andriamanantenasoa, Directeur d'apport aux entreprises au sein de la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Antananarivo (CCIA). « Question créativité et innovation, on a été servi cette année », a-t-elle ajouté.

Lors des concours organisés, trois entreprises malgaches se sont démarquées et ont conquis le jury, dont Phyto Medimad, ayant décroché le titre de meilleur produit avec son produit Médiplasma, un remède naturel contre le spasme. De son côté, Robens Group a été récompensé pour son packaging créatif avec un papier antemorro issu

du vitroplant de vanille. Quant à Biopro WC, il a présenté une solution innovante avec son produit Biopro, dont la spécificité est de transformer les excréments en gaz et en liquide.

Enfin, les visiteurs ont bien profité du salon, car ils ont pu découvrir des produits « Vita malagasy » qu'ils voient rarement au marché. « 106 rencontres B to B se sont déroulées durant l'événement avec 32 entreprises clés, dont les plus actives sont les banques », a affirmé Maholy Andriamanan -tenasoa.

## Bilan positif pour le programme Afafi Nord : un appui décisif à l'agriculture et aux communautés rurales

ARH. | 07 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Le programme d'Appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives (Afafi) arrive à son terme après quatre années d'intervention dans plusieurs régions de Madagascar. Mis en œuvre dans le Sud, le Centre et le Nord du pays, ce programme a contribué au développement des filières agricoles rurales, tout en renforçant la sécurité alimentaire et la résilience des communautés locales.

Dans le Nord de Madagascar, l'impact de l'Afafi-Nord se révèle particulièrement marquant. Les communautés locales des régions Sofia, Diana et Analanjirofo ont bénéficié de multiples améliorations grâce à ce projet. La modernisation des infrastructures, l'introduction de techniques agricoles plus efficaces et l'accès à de nouveaux équipements ont permis une augmentation notable de la productivité agricole. Cette transformation agricole s'accompagne d'un accès élargi aux services essentiels, tels

que la santé et la gestion de l'eau, renforçant ainsi la résilience des populations face aux défis économiques et environnementaux.

Parmi les initiatives phares du programme figure la mise en place des Centres de nutrition communautaire (CNC), pour améliorer le capital humain en offrant un soutien nutritionnel et éducatif aux populations les plus vulnérables. Ces centres constituent un levier stratégique pour assurer le développement durable des communautés rurales.

Alahady Hominia, bénéficiaire du CNC à Ambodikatakata, partage son expérience : « Avant, il était difficile d'accéder aux soins médicaux pour nos enfants. Il fallait marcher 6 km pour trouver le premier CSB II à Antsimbolo. La nutrition de qualité était aussi difficilement accessible pour les parents, car ils n'avaient pas assez de connaissance sur la bonne nutrition et ses impacts ».

Aujourd'hui, grâce au CNC créé par Afafi Nord, plus d'une centaine d'enfants reçoivent régulièrement des soins et des vaccins dans ce centre. La santé et le développement des enfants se sont considérablement améliorés. « Nous avons ici des matériels pour la préparation d'une bonne nutrition pour les enfants accueillis ici. Mais nous avons encore des difficultés sur certains matériels de travail

comme les fournitures de bureau », a déclaré Alahady Hominia.

### **Une coopération essentielle pour un développement durable**

L'engagement de l'Union européenne via le programme Afafi Nord reflète un soutien au développement durable et la promotion d'une croissance inclusive au bénéfice des populations rurales. En étroite collaboration avec les autorités malgaches, l'UE s'assure que « ses investissements profitent directement aux communautés locales, transformant ainsi non seulement les infrastructures, mais aussi les conditions de vie et les perspectives économiques à long terme ».

Le gouvernement malgache, via le ministère de l'Économie et des finances (MEF) et son Bureau d'appui à la coopération extérieure (BACE), se présente comme le point d'ancrage dans la gestion des fonds de l'UE. Cette coopération a permis de maximiser l'impact des projets sur le terrain, comme l'illustre le succès du programme Afafi Nord. Ensemble, l'UE et Madagascar construisent un avenir plus résilient, tout en mettant en œuvre des solutions adaptées aux besoins locaux.

## **Lutte contre la pollution : réduire l'usage de véhicules motorisés**

*SERA R./LR | 07 OCTOBRE | LES NOUVELLES*

« Aujourd'hui, nous avons coupé la route à tous les véhicules motorisés, à part les véhicules électriques et les bicyclettes.



Nous avons alors constaté qu'il était possible de rendre notre air plus sain, même au cœur de la capitale, alors que nous savons tous que les trois derniers mois de l'année

sont généralement marqués par la hausse du taux de la pollution de l'air », a fait remarquer, hier à Mahamasina, le ministre de l'Environnement et du développement durable, Max Andonirina Fontaine, au terme de la grande marche pour l'environnement qui a commencé devant le Stade Barea.

L'événement d'hier était une façon pour Madagascar de célébrer la Journée sans pollution, avec la participation de divers organismes, entités et ministères ainsi que des associations de jeunes, sous la thématique « Lutte contre la pollution émise par les véhicules ». Il vise à promouvoir des modes de transport plus durables et respectueux de l'environnement, tels que la marche, le vélo et/ou l'utilisation des transports en commun, et à sensibiliser le grand public à l'importance de la réduction de notre empreinte carbone et d'améliorer la qualité de l'air en réduisant l'usage des véhicules motorisés.

# Relations internationales - La COI mise sur orbite

08 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**e secrétaire général de la COI a participé au dernier Sommet de la Francophonie à Paris, témoignant de l'importance grandissante de cette organisation régionale dans les relations internationales.

Le tapis rouge. Pour la première fois, un secrétaire général de la COI a été invité au dîner officiel des chefs d'État au palais de l'Élysée, à l'occasion de l'ouverture du Sommet de la Francophonie. Edgard Razafindravahy a été reçu par le président Emmanuel Macron. Cet événement marque une reconnaissance du rôle de la Commission de l'océan Indien dans la région et à l'échelle internationale.

Nommé cette année et installé récemment dans ses fonctions, Edgard Razafindravahy prend la tête de la COI dans une phase où l'organisation cherche à renforcer son influence. Il exprime la volonté de procéder à une refondation, en repartant des bases, tout en apportant plus d'efficacité à la COI.

Quarante ans après l'Accord de Victoria qui a formellement créé la COI, l'organisation prend un nouvel élan pour concrétiser ses ambitions. La COI gère aujourd'hui plusieurs projets d'importance capitale pour le développement régional, la sauvegarde de l'environnement, la sécurité maritime, la santé publique, la gestion durable des ressources naturelles, l'entrepreneuriat et les énergies renouvelables. Ces projets, mobilisant plusieurs centaines de millions d'euros, sont regroupés sous le slogan « COI, Horizon 2030 » et sont majoritairement financés par l'Union Européenne et l'Agence française de développement.

Edgard Razafindravahy a dévoilé une partie de son programme lors de son investiture, affirmant que la sécurité alimentaire est « la priorité des priorités » de son mandat. Il a annoncé la mise en place d'un espace agricole collaboratif sous l'égide de la COI, une initiative visant à mutualiser les ressources foncières pour produire des denrées alimentaires essentielles à la région.

La connectivité maritime, un autre pilier du programme d'Edgard Razafindravahy, est un domaine encore sous-exploité malgré le fait que les cinq pays membres de la COI soient des îles. Une meilleure connectivité maritime et la valorisation des eaux territoriales pourraient bénéficier à toute la région.

Pour les autres domaines, le nouveau secrétaire général compte poursuivre les initiatives en cours. Le moins que l'on puisse dire est que la COI a pris de l'envergure et occupe désormais la place qui lui revient sur la scène internationale.

## Les projets en cours au sein de la COI

La Commission de l'océan Indien (COI) est engagée sur plusieurs fronts pour remplir sa mission et répondre aux attentes des États membres. Vingt-deux projets sont actuellement en cours, couvrant des domaines tels que l'économie bleue, la paix et la sécurité, ainsi que la lutte contre le changement climatique. Ci-après quelques exemples. (Source : Site web de la COI)

## Le programme Ecofish

Le programme Ecofish contribue à la consolidation des acquis des États de la région en faveur d'une pêche durable, génératrice de croissance et d'emplois. En effet, la pêche reste un secteur moteur des économies régionales, qui contribue significativement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Cependant, avec l'augmentation des activités en mer et les défis que cela implique, il est nécessaire d'assurer une gestion durable des ressources partagées et de renforcer les différentes pêcheries de la région.



## Entrepreneuriat et coopération commerciale

Ce projet, financé à hauteur de 8 millions d'euros par le 11e Fonds européen de développement, vise à promouvoir l'entrepreneuriat dans la région, notamment parmi les femmes, à faciliter les échanges commerciaux dans la région et avec l'Europe, et à améliorer la compétitivité régionale.

Les axes d'intervention du projet incluent la création d'un centre d'affaires européen qui fera le lien entre les opérateurs de la région et ceux de l'Union européenne, facilitant ainsi les opportunités d'affaires. Une ligne de crédit est également ouverte aux PME, avec une priorité donnée aux femmes et aux jeunes entrepreneurs, ainsi que le renforcement des capacités de ces derniers.

## Le programme ExPLOI

Le projet ExPLOI, pour "Expédition Plastique Océan Indien", développé par la Commission de l'océan Indien (COI), est un projet innovant et d'envergure régionale d'une durée de 5 ans. Il s'inscrit à la croisée de problématiques économiques, écologiques et scientifiques cruciales pour l'Indianocéanie (région des îles du Sud-ouest de l'océan Indien).

## Gestion des déchets

Ce projet consiste en l'élaboration d'un plan d'action pour la gestion des déchets dans la zone COI. L'augmentation des déchets va de pair avec la croissance de la



consommation, et les pays membres de l'organisation ne font pas exception au constat mondial. La coopération régionale est une opportunité pour chaque île de travailler ensemble afin de mettre en place des solutions viables et efficaces pour la gestion et le traitement des déchets.

### **Gouvernance, paix et stabilité en Indianocéanie**

Le projet "Gouvernance, Paix et Stabilité en Indianocéanie" vise à renforcer la paix, la stabilité et la gouvernance dans la région de l'océan Indien et au sein des États membres de la COI, tout en répondant aux besoins en matière de prévention des crises et de promotion de la paix et de la stabilité.

### **Le projet Hydromet**

L'objectif de ce projet est de renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des communautés régionales et nationales aux impacts du changement climatique dans les États insulaires du Sud-ouest de l'océan Indien. Financé par l'Agence française de développement et l'Union européenne à travers le programme Intra-ACP ClimSA, la COI a également sollicité un cofinancement du Fonds vert pour le climat. Parmi les principaux bénéficiaires, on compte l'amélioration des équipements hydrométéorologiques, des connaissances et du processus décisionnel, ainsi que des infrastructures de planification pour l'adaptation.

### **Développement des industries culturelles et créatives**

Conformément aux missions premières de la COI, qui visent à renforcer les liens d'amitié entre les peuples de l'Indianocéanie et à bâtir un espace régional de développement durable, l'objectif global de ce projet est de créer des sociétés humaines plus inclusives. À travers la stimulation du secteur culturel régional, on attend une meilleure cohésion sociale, un sentiment d'appartenance régionale et un développement économique local lié à la structuration des acteurs culturels et de leur écosystème.

### **Le programme METISS**

METISS, pour "Meltingpot Indianoceanic Submarine System", est un projet d'infrastructure numérique initié par la COI. Porté par des opérateurs privés de télécommunications de Madagascar, Maurice et La Réunion, ce câble sous-marin à très haut débit reliera Maurice, La Réunion et Madagascar à la bande passante internationale en Afrique du Sud. C'est une infrastructure partagée et ouverte qui participe à l'amélioration de la connectivité et de la compétitivité, ainsi qu'à la démocratisation de l'accès à l'internet.

### **PRÉRAD-OI ou Plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement**

La Plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement (PRÉRAD-OI) a vu le jour en 2014, grâce à une volonté partagée entre la Commission de l'océan Indien (COI), l'État français, la Région Réunion et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad).

Elle fédère les principales institutions publiques, notamment les ministères, les organismes de recherche, les établissements d'enseignement supérieur et les instituts techniques chargés du transfert des connaissances dans les cinq pays membres de la COI : Madagascar, Maurice, France-Réunion, les Seychelles et l'Union des Comores.

### **Projet PRESAN**

Le PRESAN est un cadre d'intervention adapté aux enjeux de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Indianocéanie. Les États membres de la COI dépendent encore largement des importations pour répondre à leurs besoins alimentaires. Cette dépendance s'explique en partie par la faiblesse du commerce agricole intra-régional, qui ne représente que 4% des importations, ainsi que par les pressions exercées sur la capacité de production des États, notamment en raison des effets du changement climatique.

Cette situation engendre des déséquilibres alimentaires et nutritionnels dans les États membres de la COI. Les effets du fardeau multiple de la malnutrition affectent la santé publique et, par ricochet, le développement humain et économique. L'objectif du PRESAN est de promouvoir une augmentation de la production, de la productivité, de la compétitivité et des échanges inter-îles, afin de garantir une sécurité alimentaire et nutritionnelle à long terme en Indianocéanie. La stratégie repose sur la mise en œuvre de facilités financières, techniques et réglementaires pour inciter les acteurs publics et privés à joindre leurs efforts, en vue d'atteindre l'Objectif de développement durable n°2 : « Faim zéro ».

### **Projet Intra-ACP : AMCC+ (Alliance mondiale de lutte contre le changement climatique+)**

L'AMCC+, également connue sous son acronyme anglophone GCCA+, est une initiative phare de l'Union européenne pour aider les pays les plus vulnérables à faire face au changement climatique. Lancée en 2008, elle soutient particulièrement les États insulaires en développement et fragiles, en renforçant leur résilience aux effets du changement climatique. La COI a signé un contrat en décembre 2019 avec le Secrétariat de l'OEACP pour mettre en œuvre un projet de renforcement des capacités de négociation et de mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Ce projet, financé à hauteur de 1,6 million d'euros par le 11e Fonds européen de développement (FED), sera mis en œuvre sur une période de 4 ans.

### **PSP - Sécurité portuaire et sûreté en mer**

Mis en œuvre par la COI et financé par l'Union européenne, ce programme bénéficie également de l'appui technique de l'Organisation maritime internationale (OMI), de l'Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et d'Interpol. Le projet collaborera avec plusieurs organisations régionales et internationales telles que le Comesa, l'EAC, et la SADC.

## RECOS - Résilience des zones côtières de l'océan Indien

L'objectif global de ce projet est de renforcer la résilience des populations et des écosystèmes côtiers face aux effets du changement climatique en restaurant les services rendus par les écosystèmes. Le projet vise également à améliorer la gouvernance régionale et nationale des écosystèmes côtiers et marins, en mettant en place des chantiers innovants de restauration et d'exploitation durable des écosystèmes.



### Réseau SEGA – One Health

Le réseau SEGA – One Health de la COI est une plateforme régionale de sécurité sanitaire créée en 2009, à la suite de l'épidémie de Chikungunya. Ce réseau rassemble plus de 400 professionnels de santé des États membres de la COI et est soutenu par l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne depuis 2020. Ce réseau favorise l'échange d'informations entre les services sanitaires des États membres et la mutualisation des ressources pour renforcer la surveillance sanitaire, la prévention des risques et les capacités d'intervention.

## SANOI : Programme de sécurité alimentaire

Ce programme, financé par l'Union européenne, vise à réduire la malnutrition et l'insécurité alimentaire dans la région de l'océan Indien, en particulier chez les enfants de 0 à 5 ans et les femmes enceintes.

### Sécurité maritime

Le programme pour la promotion de la sécurité maritime (MASE Programme), financé par l'Union européenne à hauteur de 42 millions d'euros, a débuté en 2013. Ce programme régional est mis en œuvre par quatre organisations régionales, dont l'IGAD, qui en est le coordonnateur général.

### SSIP ou Programme de renforcement de la sécurité sanitaire en Indopacifique

Ce programme, soutenu par l'AFD, vise à renforcer la sécurité sanitaire dans la région de l'océan Indien, du Pacifique et de l'Asie du Sud-est en promouvant une approche One Health. Il favorise la collaboration entre trois réseaux régionaux de surveillance épidémiologique : le réseau SEGA – One Health, le ROSSP de la Communauté du Pacifique, et le programme Ecomore piloté par l'Institut Pasteur en Asie du Sud-est.

### TWENex : Transformation du secteur des déchets vers un lien déchets-énergie

Le projet TWENex vise à dynamiser les systèmes d'innovation nationaux et à renforcer les capacités de recherche et d'innovation dans le domaine de la valorisation énergétique des déchets. Mis en œuvre par la COI et le Mauritius Research and Innovation Council (MRIC), ce projet bénéficie du financement de l'OEACP et de l'Union européenne.

## Région diana - Des fruits malgaches à la conquête de l'Europe

RAHERINIAINA | 08 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**a région Diana offre une grande variété de fruits tropicaux, encore peu exploités. Une solution à ces défis réside dans la création d'entreprises capables de valoriser ces fruits.

Nosy Be bénéficie déjà d'un atout majeur grâce à la présence d'une entreprise locale, Fruits de Madagascar, qui transforme des produits exportables tout en soutenant les producteurs locaux. Cette société a franchi d'importants jalons pour le développement de l'île aux parfums et des communes environnantes. Spécialisée dans la surgélation, elle valorise des fruits non traités sous forme de morceaux, de purées et de jus, grâce à son unité « IQF » et à ses équipements de réfrigération performants.

Le développement de cette société est donc une opportunité pour les producteurs agricoles de la région, car il peut servir de moteur à l'essor de leur agriculture en créant des emplois et des revenus.

Selon les explications du directeur général FranckieVelontsoa, l'entreprise collecte ses fruits auprès des petits producteurs de l'île, d'Antsiranana et de

Sambava. Le paiement des produits se fait directement aux agriculteurs pour leur assurer un revenu immédiat et garantir une qualité optimale telle que la maturité, la fraîcheur et les caractéristiques organoleptiques des fruits. Toutes les étapes du parcours des fruits, de la collecte jusqu'aux produits finis, sont ensuite suivies avec rigueur. En externalisant la surgélation des fruits à proximité des producteurs, les délais sont raccourcis et les produits préservés.

Une fois les produits frais réceptionnés, contrôlés et identifiés, la surgélation peut être réalisée immédiatement, en respectant strictement les règles d'hygiène et de sécurité. Les produits conditionnés sont ensuite stockés dans des chambres à froid négatif en attendant leur expédition.

## Entreprise sociale

Fruits de Madagascar se positionne avant tout comme une entreprise sociale, ayant pour objectif d'améliorer le quotidien des personnes les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes des zones rurales. Dans son usine, 70% des effectifs saisonniers sont des femmes. Plus de mille producteurs ruraux bénéficient d'une amélioration de leurs conditions de vie grâce à leur activité de collecte, qui garantit la qualité de la matière première et renforce l'impact sur les communautés locales. Les agriculteurs partenaires de l'entreprise ont également partagé plusieurs projets réalisés grâce aux revenus générés par la vente de leurs fruits.

Ils bénéficient d'appuis à travers des formations sur les bonnes pratiques agricoles et les bonnes pratiques de récolte.

Sur le volet environnemental, elle travaille activement à une campagne de reforestation, tout en produisant sur son site quarante mille plants par an en pépinière, distribués aux producteurs dans leurs villages. Le partenariat

a intégré la plantation de quatre-vingt-six mille arbres fruitiers de variétés diverses, dont les mangues sont majoritaires.

Dans sa démarche, l'entreprise collabore avec Helvetas Madagascar, qui a obtenu le soutien financier du projet Kobaby d'une valeur d'un milliard d'ariary depuis 2022, dans le cadre du projet « Fivoialasy Mamiala ». Helvetas contribue au développement économique durable des communes rurales périphériques des aires protégées et au renforcement de la gouvernance partagée des aires protégées par le soutien au développement des filières durables dans la région Diana.

« Helvetas Madagascar développe l'approche marché pour les bénéficiaires du projet. Elle joue le rôle d'intermédiaire entre l'entreprise et les producteurs, tout en renforçant les capacités de ces derniers afin de respecter les normes exigées par le marché, sans abandonner l'objectif initial déjà fixé par le projet Kobaby, qui est de conjuguer conservation et développement humain », a expliqué Elysé Zandrintsoa, gestionnaire de projet fruits et miel au sein d'Helvetas.

## Filière chocolat : La « colonne sans fin » de Brancusi à exposer en France et en Suisse

NAVALONA R. | 08 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

**L'**artiste suisse en la personne de Mathias Kaspar est en terre malgache en vue de nouer une collaboration avec son homologue malgache Stéphanie Rodier et l'école de la chocolaterie Edenia basée à Nanisana.

« L'objet de ce partenariat consiste à mettre en œuvre un projet visant à promouvoir l'image du chocolat malgache à l'échelle internationale, et ce, à travers l'art. Ainsi, les parties prenantes vont recréer la colonne sans fin de Brancusi, mais cette fois-ci à base de chocolat. Nous allons ensuite exposer ce nouveau produit innovant dans les musées en France à la fin de l'année et en Suisse à compter de 2025 ». Le directeur de l'école de la chocolaterie Edenia, Achille Rajerison, a exposé le projet lors d'une conférence de presse tenue récemment à son siège à Nanisana. Il rappelle que Madagascar dispose d'une matière première très prisée sur le plan international : le cacao fin. « Nous devons l'exploiter sur place avant de procéder à son exportation afin de créer plus de valeur ajoutée à la Nation tout en contribuant à la création d'emplois locaux », a-t-il réitéré.

### Concept « hand-made »

Pour Stéphanie Rodier, une artiste fondeur spécialisée dans le domaine de la création de sculptures en aluminium, elle a avoué que l'exploitation de ce métal est similaire à la fabrication du chocolat. Dans le cadre de ce projet, « nous allons ainsi réaliser des sculptures en chocolat. Il s'agit ici de la « colonne sans fin » de Brancusi. Pour ce faire, nous accompagnons des jeunes talentueux et ayant du savoir-faire sur différents domaines afin de développer le concept « hand made » depuis la création de ce chocolat jusqu'à son conditionnement. Nous disposons déjà d'un atelier localisé à Ivato qui promeut les

talents des jeunes dont certains sont illettrés. Notre objectif est de valoriser les objets de récupération en vue de fabriquer des articles recyclés qui seront par la suite mis en vente aux touristes ayant visité la destination Madagascar », a-t-elle fait savoir.



### 600 arômes

Mais qui est Brancusi ? De son vrai nom Constantin Brancusi, c'est une figure emblématique de la sculpture au 20e Siècle et de l'histoire de la modernité. Ce sculpteur



roumain est décédé en 1957 à Paris. « Nous avons mis en place ce projet pour honorer Brancusi qui a rénové les sculptures modernes. La « colonne sans fin » de cet artiste de renom est un œuvre central de l'art moderne. En Suisse, un collectif d'artistes a fondé une association intitulée « Association de la Colonne sans Fin en chocolat, même ». Et dans le cadre de notre partenariat avec l'artiste fondeur Stéphanie Rodier et l'école de la chocolaterie, nous allons faire grandir cette « colonne sans fin » de Brancusi à Madagascar, et ce, en exploitant l'ingrédient principal qu'est le chocolat. Je pense que le cacao de Madagascar fait partie des meilleures qualités du monde, compte tenu de sa biodiversité endémique. En effet, une graine de cacao peut contenir jusqu'à 600 arômes surtout quand on trouve différentes plantations aux alentours de l'exploitation. Par ailleurs, des jeunes malgaches sont mobilisés pour la fabrication des emballages, entre autres, avec une petite machine que j'ai fait construire », a confié l'artiste conceptuel Mathias Kaspar.

### **Ecole de la nature**

Pour sa part, Achille Rajerison, directeur de l'école de la chocolaterie, a souligné que le but de l'exposition de

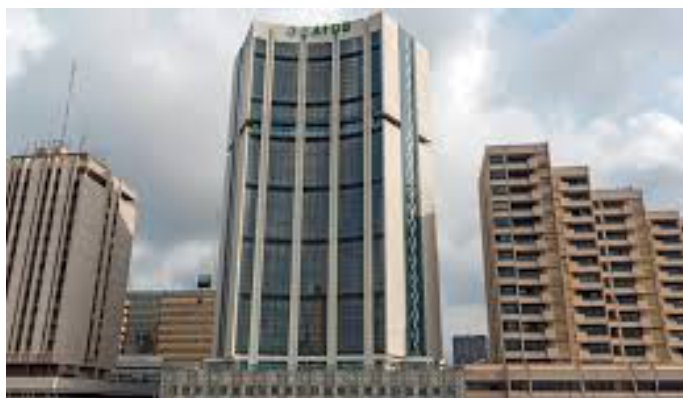
cette « colonne sans fin » de Brancusi dans les musées en France et en Suisse, est d'attirer les amateurs et les professionnels en chocolat à contribuer au développement de la filière cacao de Madagascar. « Nous prévoyons également de lancer un projet de construction d'une école primaire au profit des enfants défavorisés dans le village de Soatanana, près de Vatomaniry. Il s'agit d'une zone enclavée alors que le site est favorable à la plantation de cacaoyers. Le concept vise à mettre en place une école à part entière que l'on va nommer l'école de la nature et de l'environnement en adaptant l'éducation à la réalité sur place et au contexte local. Autrement dit, il serait mieux d'éduquer les enfants dès leur jeune âge sur comment on cultive des cacaoyers et bien d'autres produits de rente afin qu'ils puissent se professionnaliser plus tard dans ces filières porteuses. Ce qui permettra à notre école de chocolaterie de s'approvisionner d'une manière régulière en fèves de cacao pour former des futurs artisans chocolatiers à Madagascar. Force est en effet de remarquer que le prix de cette matière première ne cesse de flamber depuis ces derniers temps, et ce, au détriment des petits transformateurs », a-t-il évoqué.

## **Coopération : Une aide budgétaire française en vue**

*R.EDMOND. | 08 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA*

**L**es perspectives sont plutôt bonnes pour les relations de Madagascar avec les bailleurs de fonds, notamment multilatéraux.

Après la Banque Africaine de Développement, c'est la France qui décide d'appuyer les finances publiques.



### **Robinet**

Cette aide française témoigne, en tout cas, de l'importance du fait que Madagascar soit sous programme avec le Fonds monétaire international. La Facilité élargie de crédit fait en effet office de robinet qui ouvre les financements des autres bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux. À propos de la FEC justement, la délégation du FMI, conduite par Frédéric Lambert en charge du dossier Madagascar est encore sur place dans le cadre de la première revue de la première tranche. La décision du conseil d'administration du FMI pour la suite du programme FEC est attendue avant fin décembre.

### **Actions préalables**

Un projet d'aide budgétaire française a, en effet, été discuté hier, à Antaninarenina, lors de la rencontre entre la ministre de l'Économie et des Finances Rindra Hasimbelo et une délégation française conduite par Yves Charpentier, conseiller financier pour l'Afrique à la direction générale du Trésor. Il s'agit de la première aide budgétaire française depuis 2013 ; indique le ministère de l'Économie et des Finances sur sa page Facebook. Comme toute aide budgétaire, cet appui, dont le montant reste encore à déterminer, est conditionné par des actions préalables que la partie malgache doit remplir.



# Madagascar – Grande-Bretagne : deux siècles de coopération fructueuse

F.M | 08 OCTOBRE | LES NOUVELLES

L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Madagascar, Patrick Lynch, a effectué une visite de courtoisie auprès du président du Sénat, le général Richard Ravalomanana, hier au Palais de verre d'Anosy. Cette rencontre a permis d'aborder le renforcement des relations entre la Grande-Bretagne et Madagascar, établies depuis l'époque du roi Radama I<sup>er</sup>.

Les discussions ont également porté sur l'aide et le soutien aux collectivités territoriales décentralisées pour favoriser le développement local. Le président du Sénat a rappelé que les relations bilatérales entre les deux pays remontent à 207 ans et continuent de se renforcer. Le Sénat entretient également des liens avec la Chambre des Lords

britannique. Les domaines de coopération bilatérale sont variés, avec un accent particulier sur la protection de l'environnement, soutenue par la Fondation pour les aires protégées et la biodiversité de Madagascar (FAPBM) et le Groupe d'étude et de recherche sur les primates de Madagascar (GERP).

En outre, le Royaume-Uni apporte son soutien à Madagascar dans les secteurs sociaux tels que la santé, l'éducation et l'assistance humanitaire. Sur le plan économique, la signature de l'Accord de partenariat économique (APE) le 4 novembre 2021 illustre l'engagement des deux pays à renforcer leurs échanges commerciaux.

## Commerce - AFOA - Madagascar pour un partenariat renforcé avec l'UE

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 09 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**a réunion entre les pays membres de l'AFOA, dont Madagascar, et l'Union européenne s'est tenue la semaine passée. L'approfondissement de l'Accord de partenariat économique (APE) a été évoqué. avec Bruxelles.

Un partenariat constructif avec l'Union européenne. Actuellement, les négociations se poursuivent en vue d'approfondir l'Accord de Partenariat Économique avec l'UE. Cinq pays membres de l'AFOA, dont Madagascar, se sont rendus à Bruxelles du 30 septembre au 4 octobre pour trouver une voie à l'extension de cet APE. « Ces discussions ont pour but de développer encore plus les relations économiques et commerciales avec l'UE, pour pouvoir déboucher sur un accord de partenariat économique à part entière, pour tirer des bénéfices mutuels », fait savoir le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, dont l'équipe est présente sur place pour poursuivre ces négociations.

Au menu de ces discussions de haut niveau, des questions essentielles concernant le commerce des services et les investissements ont été abordées. Au mois de mai, les acteurs économiques du pays ont fait l'état des lieux de l'avancement des négociations avec l'UE pour étendre cet accord de partenariat, qui est actuellement à un stade intérimaire. L'extension de cet accord avec Bruxelles engendrerait en effet des opportunités pour les industries, notamment les produits malgaches, qui rencontrent encore, selon le Syndicat des Industries, des difficultés à pénétrer le marché européen. Alors que l'Union européenne est le plus important client de la Grande île en termes de commerce, représentant 34% de ses exportations, d'après la Banque centrale.

Néanmoins, dans le cadre des négociations avec Bruxelles, l'Union européenne a déjà fourni des recommandations préliminaires par rapport à la liste des produits de l'AFOA qui vont bénéficier d'une libéralisation sur le marché européen.

### Réciprocité

« Il y aura une autre réunion sous peu avec chaque pays membre de l'AFOA [Madagascar, les Comores, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe ; Ndlr], pour discuter des autres secteurs qui bénéficieront d'une libéralisation commerciale », indique le MIC. La direction générale des douanes indique par ailleurs sur son portail d'informations que l'actuel APE, bien qu'il soit encore au stade intérimaire, profite d'une certaine manière aux entreprises.

D'une part, les règles d'échange sont stables et prévi-



sibles pour tout commerce avec l'UE, et d'autre part, les produits bénéficient d'une accessibilité permanente au marché européen avec une libéralisation possible sur quinze ans. L'actuel Accord de Partenariat Économique permet déjà l'exportation sans droits ni quotas de toutes les marchandises vers l'UE, conformément au principe de réciprocité. Ainsi, des produits comme le textile ou les produits alimentaires y sont exportés. La Grande île importe, quant à elle, des biens industriels et du matériel pour moderniser son tissu économique.

## Filière ylang-ylang : Dotation de 32 alambics améliorés aux producteurs de Nosy-Be

NAVALONA R. | 09 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

**N**osy-Be est non seulement qualifié de destination phare pour le tourisme à l'échelle internationale mais elle est aussi un grand producteur mondial d'huile essentielle d'ylang-ylang, outre les Comores.

Cette huile essentielle d'ylang-ylang est très prisée par les industries cosmétiques internationales pour la fabrication de parfums de luxe. C'est la raison pour laquelle on a attribué le nom d'île aux Parfums à Nosy-Be. Cependant, les exportations de ce produit phare de Madagascar ont connu une chute considérable ces dernières années en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19 dans le monde.



Les mesures prises par l'État visant à interdire l'exportation de tout produit forestier détruisant l'environnement ont également impacté la filière, a-t-on appris. Ces exportations ont commencé à reprendre progressivement. D'après les statistiques fournies par le projet PIC (Pôles Intégrés de Croissance), le volume d'exportation d'huiles essentielles d'ylang-ylang se chiffrait aux environs de 70 tonnes en 2023, soit une valeur d'à peu près 17 milliards Ar, contre 53 tonnes l'année précédente alors que cela atteint les 600 tonnes avant 2019.

### Projet pilote

Ce projet du gouvernement financé par la Banque mondiale contribue ainsi à la relance de cette filière porteuse en dotant 32 alambics améliorés aux producteurs

membres des coopératives qui sont adhérentes à la plateforme Huile Essentielle Ylang Ylang à Nosy-Be. Ils sont en tout au nombre de 400 producteurs à en être bénéficiaires. Cette action entre dans le cadre de l'appui au volet agri-business, un des trois secteurs prioritaires du projet PIC. Grâce à ces alambics améliorés, les coopératives de producteurs ont pu ainsi réduire de l'ordre de 70% l'utilisation des bois de chauffe pour la distillation des fleurs d'ylang-ylang tout en améliorant leur production, tant en quantité qu'en qualité, et ce, d'une manière durable. En effet, elles peuvent produire 3 litres d'huiles essentielles en l'espace de 14 heures contre 2,5 litres d'huiles essentielles en 24 heures auparavant. Il est à noter que ces alambics améliorés sont loués par les coopératives auprès de la plateforme Huile Essentielle Ylang-Ylang afin de créer un système de fonds revolving tout en assurant l'entretien périodique de ces nouveaux équipements. Il s'agit d'un projet pilote visant à relancer la filière ylang-ylang à Nosy-Be.

### Recherche de nouveaux débouchés

Outre l'amélioration de la production d'huiles essentielles d'ylang ylang, le projet PIC a également contribué à la recherche de nouveaux débouchés à l'extérieur en réalisant une étude sur la diversification des marchés potentiels. Les résultats de cette étude ont déjà été remis aux opérateurs œuvrant dans l'exportation de ce produit phare de Nosy-Be ainsi que la plateforme Huile Essentielle Ylang-Ylang, a-t-on évoqué. La prospection des marchés aux États-Unis, en Allemagne et en Asie est ainsi en vue. Il faut savoir que l'huile essentielle d'ylang-ylang est très prisée en parfumerie pour ses qualités olfactives uniques mais elle est également très recherchée en aromathérapie, a-t-on conclu.

## Importation de riz : débarquement de 11.000 tonnes

JEAN RIANA | 09 OCTOBRE | LES NOUVELLES

11.000 tonnes de riz Eagle importé par l'Etat malgache en provenance du Pakistan, a récemment débarqué au port de Toliara. A part cela, le ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC) a fait l'annonce de l'arrivée, la semaine prochaine, d'une autre cargaison de 10.000 tonnes.

« On peut espérer une baisse des prix du riz dans la région Sud-ouest par rapport au stock de riz élevé », a déclaré le Directeur régional du développement industriel et du commerce (DRIC) Sud-ouest, Jocelyn Richard Razafinimaro. Ce d'autant que 4.000 tonnes de riz ont

déjà été livrées au port de Taolagnaro le 24 septembre. Une façon pour le MIC de signifier que les réserves de riz dans la région Sud-ouest sont largement suffisantes, et qu'il n'y a pas de risque de pénurie, du moins pour les deux mois à venir.

Et l'approvisionnement en riz importé va toujours continuer jusqu'en décembre si nécessaire, annonce-t-on. Pour la région Anôsy en particulier, l'affluence du riz local « Tsipala » en cette période de l'année aura un impact sur les prix sur le marché.

# Impôts : les contribuables doivent mettre à jour leurs coordonnées

ARH. | 09 OCTOBRE | LES NOUVELLES

La Direction générale des Impôts (DGI) lance un appel aux contribuables à mettre à jour leurs informations fiscales via la plateforme « Nifonline ». Dans un communiqué datant d'hier, la DGI informe que les contribuables disposent d'un mois pour mettre à jour leurs données.

« Les contribuables disposent d'un délai de 1 mois, à compter de la date de publication du présent avis pour régulariser les éventuelles anomalies », précise la DGI. Au-delà de ce délai, les numéros d'identification fiscale (NIF) des contribuables « dont les informations restent incomplètes ou incorrectes seront automatiquement bloqués ».

Cette démarche impose à chaque contribuable de vérifier attentivement et de corriger, si nécessaire, des informations telles que l'adresse du domicile ou du siège social et/

ou des lieux d'exploitation, l'identité des interlocuteurs, les coordonnées téléphoniques et électroniques, ainsi que les données relatives aux actionnaires et aux établissements (nombre et valeurs d'actions, numéro statistique, numéro RCS, numéro du compte bancaire, activités...). La validation des informations est également obligatoire si elles sont exactes.

Le renouvellement de la carte fiscale est strictement soumis à cette procédure, en vertu de l'article 1-06 du Code des procédures fiscales. Tout manquement pourrait entraîner des sanctions, dont le blocage des NIF concernés. Et la DGI poursuit que : « Les mesures prévues à l'article 20.01.56.15.2° du Code des impôts, sont également applicables ».

# Filière vanille : défendre l'intérêt des producteurs

JEAN RIANA | 09 OCTOBRE | LES NOUVELLES

**L**e conseil d'administration du Conseil National de la Vanille (CNV), s'est réuni hier, pour discuter des initiatives à prendre face à la dégringolade des prix de la vanille depuis un certain temps. Le moment est venu d'agir en faveur de l'intérêt des producteurs, et de trouver des solutions aux problèmes, pour que l'or vert de Madagascar, puisse retrouver sa valeur d'antan.

Le ministre de l'Industrialisation et du commerce, David Ralambofiringa, a indiqué qu'il faut prendre en compte l'intérêt des producteurs, pour rehausser la filière qui n'est pas au mieux de sa forme. En effet, si les producteurs ne préservent pas leur intérêt, la filière n'a plus aucune raison d'être, car sans producteurs, il n'y aurait pas de produit. Cette réunion du conseil d'administration du CNV s'est penchée particulièrement sur l'amélioration de la filière vanille dont la dévalorisation est plus que perceptible.

## Ranimer la filière

La filière vanille est en pleine relance à l'heure actuelle. Le conseil d'administration du CNV, qui en est à sa 2e réunion cette année, cherche des moyens pour redynamiser autant que possible le secteur, qui fait face à divers problèmes, notamment la baisse significative du prix du kilo de la vanille verte. Cela n'arrange guère la situation financière des producteurs. A part cela, il y a également le phénomène du changement climatique qui pèse lourd sur la filière.

Cette année, la production de la vanille verte a connu une baisse significative, passant de 384.934 kg en 2023 à 146.357 kg en 2024 pour la région Diana. D'autre part, la baisse continue chaque année du prix de la vanille,

n'incite pas les producteurs à produire davantage. Raison pour laquelle, le ministre de l'Industrialisation et du commerce affirme qu'il faut regarder de près leur situation. Il a également ajouté qu'il faut penser à accroître le réseau commercial et bien évidemment, améliorer le prix pour motiver davantage les producteurs.



« Cela nécessite pourtant des moyens, l'argent dans le compte du CNV sera destiné à améliorer la filière », a indiqué le ministre. « La Chine envisage actuellement d'importer notre vanille, et cela devrait constituer une motivation à part pour améliorer notre production », a-t-il signifié.



## « BUSINESS READY » - Madagascar en mauvaise posture

ERIC RANJALAHY | 10 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un mauvais signal. Madagascar figure parmi les cinquante premières économies évaluées dans la première édition du rapport « Business Ready » (B-Ready) de la Banque mondiale, qui vient d'être présenté la semaine passée. Dans cette nouvelle publication qui succède au projet Doing Business et qui tâte l'environnement des affaires, la Grande île a été classée parmi les économies du "quintile inférieur", à faible performance dans les trois piliers retenus par ce rapport.

Pour cette première mouture du Business Ready, les économies classées sont divisées en cinq groupes égaux, en fonction de leurs scores au sein de chaque pilier. Ce qui permet aux décideurs politiques d'identifier facilement les domaines à améliorer au niveau de leur environnement des affaires. Ainsi, le quintile supérieur comprend les

économies les plus performantes allant du 80e percentile aux valeurs maximales. Le second quintile comprend les économies classées entre le 60e et le 80e centile. Et au niveau du quintile inférieur, entre 0 et 20e centile, figurent les pays les moins performants, selon les explications fournies par le site de la Banque mondiale pour mieux comprendre la notion de quintile.

L'évaluation du climat des affaires et de l'investissement s'est basée sur dix indicateurs clés ou thèmes liés au cycle de vie des entreprises, à savoir la création d'entreprises, l'emplacement des entreprises, les services d'utilité publique, la main-d'œuvre, les services financiers, le commerce international, la fiscalité, le règlement des litiges, la concurrence sur le marché et l'insolvabilité des entreprises.

## Secteur de l'automobile : CFAO Mobility lance la BYD ATTO 3, un véhicule 100% électrique

R. EDMOND. | 10 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

**E**lle s'appelle BYD. Le joyau de CFAO Mobility, un 100% électrique sera d'ici peu sur le marché et ravira probablement ceux qui sont tentés par cette nouvelle expérience. Cette sorte de solution de mobilité offre un certain nombre d'avantages comparatifs par rapport aux traditionnels véhicules thermiques.

Durant une conférence de presse donnée hier, l'équipe de CFAO Mobility a donné un avant-goût de cette nouveauté que le public découvrira au Salon de l'Auto qui ouvre ses portes aujourd'hui au CCI Ivato.



### N°1 mondial

L'expérience, en tout cas, a toutes les chances d'être concluante pour les potentiels utilisateurs, quand on sait que BYD n'est autre que le N°1 mondial des véhicules électriques. Disposant d'une très grande puissance, la BYD ATTO 3 se démarque également pour l'autonomie de sa batterie estimée à plus de 400 kilomètres. Avec son intérieur extrêmement luxueux, le modèle dispose également de nombreuses fonctionnalités électroniques : écran tactile rotatif électrique, tableau de bord TFT 5 pouces tout LCD, Apple CarPlay ou Android auto, chargeur embarqué, sièges avant chauffants, système audio

à 8 hauts parleurs... Bref, de quoi donner une expérience de conduite et de voyage exceptionnelle aussi bien en ville que sur les longues distances. À propos de longue distance justement, quand les équipes de CFAO Mobility avait fait le trajet Toamasina – Antananarivo, la batterie avait encore 25% d'autonomie, à l'arrivée. Frédéric Hébert, directeur général de CFAO Mobility rassure quant à la fiabilité et la performance de la BYD ATTO 3 et ne cache pas sa fierté de s'être « associé à BYD, le numéro 1 mondial des véhicules électriques ».

### Services associés

Les deux partenaires tiennent en tout cas à faciliter la vie de ceux qui seront tentés par l'expérience de l'électrique à Madagascar. LOXEA, la filiale de CFAO Mobility spécialisée dans les solutions de mobilité à Madagascar, est là pour offrir un éventail de services associés à la BYD ATTO 3 : bornes de recharge, solutions solaires de production d'électricité, entretien des véhicules, assistance, maintenance et pièces détachées. En ce qui concerne plus particulièrement la recharge, le véhicule est équipé de sa propre borne de recharge qui peut se brancher sur n'importe quelle prise électrique. Par ailleurs, avec les stations Jovena, un réseau de bornes de recharge sera déployé prochainement sur certains axes routiers. Une solution électrique compétitive à tout point de vue, en somme et avec le luxe et l'efficacité en prime.



## Inclusion financière : La PAMF introduit le « digital Era »

NAVALONA R. | 10 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

La Première agence de microfinance (PAMF) introduit le « digital Era » en vue de révolutionner l'inclusion financière à Madagascar. « La digitalisation de nos services financiers consiste à numériser et automatiser tout le processus afin que nos clients puissent gérer leurs comptes à distance et à tout moment. Dans la même foulée, nous lançons un nouveau produit « i-ndrana 643 » qui est un service d'agence virtuelle accessible via un numéro court, le 643 pouvant être contacté via tous les opérateurs mobiles. Ce service permettra aux clients de demander des financements auprès de la PAMF sans avoir à se déplacer en agence. Notre commercial se déplacera directement chez le client, pour ce faire. Ce qui renforcera ainsi la proximité entre l'institution et ses clients », a évoqué Guy Ratsimbazafy, le directeur général de la PAMF, en marge de l'inauguration du nouveau siège

et de la nouvelle agence sise à Ivandry de cette institution de microfinance hier.

De son côté, le PCA de la PAMF, Riaz Hassim a réitéré que la mission de cette institution consiste à améliorer la qualité de vie des clients et contribuer à la croissance économique de Madagascar en leur facilitant l'accès aux services financiers adaptés à leurs besoins. Il est à noter que la PAMF compte actuellement près de 530 000 clients répartis sur 20 agences dans le pays, depuis ses 17 ans d'existence. Pour sa part, la ministre de l'Economie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarininarison a souligné que l'inclusion financière consiste à démocratiser les services financiers pour que chaque citoyen puisse développer et étendre ses activités. « Ce qui impacte favorablement l'économie nationale », a-t-elle conclu.

## Agroécologie : des techniques novatrices contre la sécheresse

ARH. | 10 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Pour faire face à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire persistantes dans le Sud de Madagascar, le programme d'« Appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives dans le sud de Madagascar » (Afafi Sud), financé par l'Union européenne, s'attache à renforcer la résilience des communautés d'Androy et d'Anosy. Mis en œuvre par l'ONG internationale de développement social et solidaire, Gret, en partenariat avec des organisations locales et internationales, ce projet repose sur des approches innovantes en matière d'agriculture durable. Les blocs agroécologiques, piliers de cette initiative, s'étendent sur 10 hectares, avec des espèces pluriannuelles. Ces zones contribuent à l'alimentation locale, fournissent du bois de chauffe, protègent les cultures contre les vents secs et restaurent la fertilité des sols. Actuellement, plus de 4.400 hectares de ces blocs sont exploités, bénéficiant à 4.000 ménages.

Le projet vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 30.000 ménages agricoles et pastoraux.



Parmi les actions menées, 1.000 ménages ont implanté des blocs agroécologiques, 17 associations de producteurs de semences sont mobilisées, et 80 boutiques d'intrants sont renforcées.

## Journée mondiale de la Poste : la Paositra Malagasy célèbre l'évolution continue du secteur postal

ARH. | 10 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Comme tous les 9 octobre, Madagascar a célébré hier la Journée mondiale de la Poste, rejoignant les 191 pays membres de l'Union postale universelle (UPU). Une occasion de rappeler le rôle fondamental de la poste dans le développement économique et social de Madagascar, particulièrement en milieu rural, tout en célébrant l'évolution continue du secteur postal mondial.

Pour la Paositra Malagasy, la 150e Journée mondiale de la Poste a été célébrée dans toutes ses 255 agences réparties aux quatre coins du pays. Pour Antananarivo, la cérémonie s'est déroulée au Digital Center Antaninarenina, le symbole des avancées de la Paositra Malagasy. Un carnaval, marqué

par la présentation des nouveaux camions postaux récemment acquis grâce à l'UPU, a sillonné les rues de la capitale. Ces véhicules exposés au public, symbolisent l'évolution du service postal du pays.

Le directeur général par intérim de la Paositra Malagasy, Ny Andry Rajoelimanana, n'a pas manqué de souligner les progrès technologiques dans le secteur postal. L'introduction du mandat EMV (e-mandat vaovao) qui a remplacé l'ancien mandat télégraphique, en est un exemple marquant. Aussi, les clients peuvent effectuer des transferts d'argent instantanés, facilitant ainsi les transactions, même dans les zones rurales.

« Ce système permet de recevoir les fonds dès l'envoi d'une facture, améliorant considérablement la rapidité et l'efficacité des services financiers de la poste », a-t-il expliqué.

L'événement a aussi souligné la création du Commissaire agréé en douane (CAD), permettant à la Paositra Malagasy de gérer directement les opérations de dédouanement. « Cette mesure réduit la dépendance à des intermédiaires et facilite l'acheminement des colis internationaux, rendant les transactions douanières plus simples et accessibles à tous », a soutenu Ny Andry Rajoelimanana.

### Engagement continu

Dans les zones rurales, les services de la Paositra Malagasy demeurent indispensables. L'entreprise reste souvent le seul

moyen de communication avec le reste du pays, particulièrement pour les communautés isolées. « Au cours des deux derniers mois, plus de 15 cas ont été pris en charge grâce aux services financiers postaux, témoignant de l'impact direct sur la population rurale », a indiqué le DG par intérim. En plus des services postaux traditionnels, la Paositra Malagasy offre des prêts, des mandats postaux et des livraisons à domicile, contribuant au développement économique local.

En reprenant le message du directeur général du Bureau de l'UPU, la ministre malgache du Développement numérique, des postes et des télécommunications, Stéphanie Delmotte, a réitéré l'engagement de l'UPU à « soutenir le commerce électronique, les services financiers et sociaux, garantissant un accès inclusif, même dans les régions les plus reculées ».

## Coupures d'électricité : les petites entreprises en souffrance

NAMBININA JAOZARA | 11 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Plus d'investissements, moins de bénéfiques. Beaucoup d'entreprises sont au bord de la faillite. Depuis plus de deux mois, la vie est devenue insoutenable pour les petites entreprises en raison des coupures de courant incessantes qui les étouffent. Elles tentent de gérer la situation tant bien que mal, mais affirment ne plus pouvoir continuer ainsi sans risquer de lourdes pertes financières. Les petites entreprises tiennent le coup. Les coupures incessantes d'électricité dans différents quartiers rendent leur activité de plus en plus difficile. Heritahiana Rasaona Vonjinalona possède un salon de coiffure à Ankorondrano. Depuis le début des coupures programmées, la clientèle se fait rare. « Oui, cela peut paraître étrange, mais les gens fréquentent moins les salons de coiffure lorsqu'ils savent qu'il n'y a pas d'électricité. On dirait qu'ils ont moins envie de prendre soin d'eux. »

Habituellement, ce coiffeur reçoit environ huit à 10 clients par jour, et encore plus le week-end. Cependant, ces derniers temps, il n'a eu que deux ou trois clients en trois jours. La raison est simple : les coupures répétitives ont provoqué des désagréments dans son salon, dissuadant les clients de revenir. « Par exemple, une partie des cheveux est faite, et l'autre non. Quand cela arrive, les clients ne paient rien. Donc je travaille gratuitement », témoigne-t-il. Ensuite, les clients doivent attendre le retour de l'électricité pour que leur demande soit satisfaite. Seuls les plus patients sont prêts à rester jusqu'à la fin.

Pour les autres entreprises, cela implique un investissement supplémentaire dans du matériel de qualité, ce qui complique encore plus les choses. Les plus privilégiés arrivent à investir dans un groupe électrogène, mais cela engendre des frais supplémentaires, car il faut toujours payer la facture à la fin du mois. « Depuis deux mois maintenant, notre volume de production a diminué, ce qui a également entraîné une baisse des recettes pour l'entreprise. Le problème est que notre activité dépend entièrement des programmes de coupures. Lorsque les clients passent des commandes, nous leur expliquons toujours les horaires des coupures pour qu'ils comprennent la situation. Certains acceptent, d'autres non, mais que voulez-vous, c'est devenu une routine depuis quelque

temps », témoigne Nandrianina Rakotoson, employée dans un atelier d'impression.

Pour fonctionner, son entreprise a dû utiliser un groupe électrogène, mais celui-ci n'est utilisé que pour des « grandes occasions ». « Quand nous avons de gros clients avec des commandes urgentes, nous utilisons le groupe électrogène. Sinon, nous ne l'utilisons pas parce que cela génère des coûts supplémentaires. » Selon Nandrianina Rakotoson, les recettes de l'entreprise ont diminué de 50% en raison des coupures d'électricité. Il s'inquiète pour l'avenir de l'entreprise. « En une journée, nous bénéficions au maximum de 6 heures d'électricité, et pourtant la facture que l'on reçoit nous paraît être la même que lorsque nous utilisons l'électricité à plein temps. C'est décourageant, car nous continuons à dépenser alors que notre activité est déjà fragilisée par la situation », regrette-t-il.

Fannya Lantoso, qui travaille dans le domaine de l'externalisation, témoigne également de la nécessité d'acheter du matériel supplémentaire pour pallier les défaillances de la Jirama. « Le plus difficile, c'est que nous devons investir, par exemple, dans un deuxième PC pour effectuer des sauvegardes, acheter plus de batteries externes, de stabilisateurs et d'onduleurs. C'est compliqué car les équipements électroniques coûtent cher, mais nous devons le faire pour ne pas décevoir les clients. Il nous arrive, par exemple, de faire des conférences téléphoniques avec des clients et de perdre l'électricité, ce qui coupe le wifi, et cela devient un véritable problème », explique-t-elle.

Heritahiana Rasaona Vonjinalona a également constaté la nécessité d'investir dans plus de matériels, mais manque de moyens pour le faire. Selon lui, l'État devrait fournir des solutions à long terme pour les coupures d'électricité afin d'aider les petites et moyennes entreprises, « car si cela continue, elles ne pourront plus fonctionner ».

# DAB SG Madagascar : disponibles pour des retraits Orange Money

ARH. | 11 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Orange Money Madagascar et Société Générale Madagascar offrent un service de retrait d'argent accessible 24 h/7j, à travers 139 distributeurs automatiques de billets (DAB) dans toute l'île. Soit un partenariat qui offre plus d'accessibilité aux services financiers, en permettant aux clients d'Orange Money d'effectuer des retraits sans carte bancaire via les DAB de la banque, même sans être titulaires d'un compte chez Société Générale.

L'initiative, saluée par le directeur général d'Orange Money Madagascar, Mathieu Berthelot, s'inscrit dans la stratégie de l'entreprise pour faciliter l'inclusion financière à Madagascar. « Ce nouveau service, rapide et sécurisé, permet à tout client Orange Money, qu'il possède ou non un Smartphone, de retirer des fonds en moins de deux minutes, sans frais supplémentaires par rapport aux opérations en cash point », a-t-il assuré. « Une opération prend au maximum deux minutes », affirme Maholinirina Rabenivary, chef de Projet monétique chez Orange Money.

Cette collaboration s'intègre également dans le cadre de l'offre « Afindrafindrao », une solution qui permet de transférer des fonds entre comptes bancaires et portefeuilles mobiles. « Nous sommes la première banque à offrir cette solution innovante de retrait sans carte avec les

principaux opérateurs de mobile money. C'est 4 millions de clients supplémentaires qui vont pouvoir bénéficier de ces DAB », a déclaré le directeur Commercial Entreprises et Institutionnels de SG Madagascar, Guillaume Lecomte. Pour lui, ce partenariat améliore l'accès aux services bancaires dans des zones reculées, un aspect essentiel pour les clients d'Orange Money, qui bénéficient désormais de ce service.

Orange Money, acteur clé de la digitalisation des paiements à Madagascar, renforce ainsi sa position sur le marché, avec près de 30.000 cash points dans tout le pays. Soit un service de plus pour les deux entreprises, leur permettant de continuer à innover et à proposer des solutions de paiement adaptées aux besoins croissants de la population malgache.